16 novembre 2006, Montréal

Allocution à l'occasion du Sommet de l'économie sociale et solidaire

Monsieur Patrick Duguay, président du comité organisateur du Sommet de l'économie sociale et solidaire;

Madame Nancy Neamtan, présidente-directrice générale du Chantier de l'économie sociale et porte-parole du Sommet;

Madame Laure Waridel, présidente et cofondatrice d'Équiterre et porte-parole du Sommet;

Monsieur Clément Guimond, coordonnateur général de la Caisse d'économie sociale Desjardins et porte-parole du Sommet;

Je veux également saluer la présence des délégués d'une vingtaine de pays de tous les continents, présence qui témoigne de la portée et de l'importance de ce sommet.

Je suis très heureux de m'adresser à vous ce matin et de vous souhaiter la bienvenue au Québec et dans la grande région de Montréal à l'occasion de votre participation au Sommet de l'économie sociale et solidaire. C'est pour moi un plaisir de participer à l'ouverture des travaux du Sommet. Cet événement permettra à tous les partenaires de l'économie sociale de jeter un regard sur les progrès réalisés depuis 10 ans.

Mais surtout, de définir ensemble les défis à relever au cours des prochaines années. Le dynamisme et la vigueur de l'économie sociale au Québec sont bien réels. L'économie sociale fait partie d'une longue tradition au Québec. On a qu'à penser à l'importance qu'a eu le Mouvement coopératif Desjardins dans le développement du Québec et de ses régions.

On a qu'à penser aussi aux coopératives agricoles. Aujourd'hui, les entreprises collectives sont présentes dans de nombreux secteurs de notre vie économique et sociale. En fait, l'apport des entreprises collectives au développement économique, social et culturel est devenu incontournable. Le bilan que vient de brosser madame Laure Waridel à cet effet est éloquent.

Il existe plus de 6 500 entreprises collectives au Québec. En excluant les grandes coopératives financières et agricoles, elles réalisent un chiffre d'affaires de 4,3 milliards de dollars. Cependant, les entreprises de l'économie sociale sont confrontées à des difficultés d'accès au capital pour leur démarrage et leur croissance.

L'État a un rôle important à jouer pour faciliter l'accès à du financement. Le Chantier de l'économie sociale a lancé un projet de fiducie visant à améliorer l'accès à du financement pour les entreprises de l'économie sociale dans les divers secteurs d'intervention et dans toutes les régions du Québec. La Fiducie a été créée le 30 mai dernier. Je suis heureux de confirmer que cette semaine le mandat a été accordé à Investissement Québec de verser une contribution de 10 millions de dollars sur 5 ans pour la création, avec nos partenaires, d'un fonds d'investissement de 58 millions de dollars destinés aux entreprises de l'économie sociale.

Je tiens à souligner la participation de nos partenaires au financement de la Fiducie, soit le Fonds de solidarité du Québec (FTQ), le Fondation (CSN) et le gouvernement fédéral. Au cours des dernières années, le gouvernement du Québec a donné aux entreprises d'économie sociale un accès aux mêmes mesures de financement et aux mêmes programmes d'aide que les autres entreprises.

Les CLD et Investissement Québec sont aussi des acteurs de premier plan en matière d'appui financier aux entreprises d'économie sociale. Les CLD appuient en moyenne près de 540 entreprises collectives par année dans toutes les régions du Québec.

Depuis 2004, nous avons notamment investi plus de 14 millions de dollars dans 101 entreprises d'aide domestique qui procurent 6000 emplois. Ces entreprises procurent plus que des emplois. Elles procurent des services notamment pour le mieux-être des personnes âgées en perte d'autonomie qui désirent demeurer dans le confort de leur résidence.

L'environnement est une grande préoccupation pour le Chantier de l'économie sociale. En matière d'environnement, les entreprises collectives jouent également un rôle de premier plan. Mon gouvernement s'est engagé à verser une contribution de plus de 5,6 millions de dollars sur 4 ans, soit de 2005-2006 à 2008-2009, à l'égard de projets d'économie sociale en matière d'environnement, notamment pour les ressourceries.

L'économie sociale, c'est aussi les entreprises adaptées qui permettent aux personnes handicapées de participer pleinement à la société québécoise et de s'accomplir. Cette année, c'est 48,5 millions de dollars qui seront versés à des entreprises adaptées.

L'économie sociale fait maintenant partie intégrante de diverses stratégies de développement sur le plan local et régional. J'ai récemment confié la responsabilité de l'économie sociale au ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, monsieur Raymond Bachand. Vous aurez l'occasion de l'entendre plus longuement à ce sujet au cours du Sommet.

Ce choix s'appuie sur des raisons bien simples : il est important que l'économie sociale puisse bénéficier d'un ministère porteur. Cependant, je crois qu'il faut maintenant aller encore plus loin. Le secteur de l'économie sociale peut contribuer aux différentes politiques gouvernementales. Par exemple, parce qu'elles sont bien implantées dans toutes les régions du Québec, les entreprises collectives auront un rôle à jouer dans l'implantation de la politique de la ruralité que mon gouvernement dévoilera prochainement.

En terminant, je veux saluer le travail de tous ceux qui ont contribué à la préparation de ce Sommet de l'économie sociale et solidaire. Le Québec s'est taillé une réputation hors pair sur la scène internationale en matière de développement de l'économie sociale.

Je souhaite que cette expertise puisse être le plus grandement partagée avec nos partenaires étrangers. La tenue de ce Sommet y contribuera assurément.

Bon Sommet !